

Les syndicats des Finances publiques ont exprimé leur colère lors de la visite de Gérald Darmanin à Nevers

Publié le 09/09/2019 à 19h00



Des agents des Finances publiques ont stationné toute la journée devant le centre de formation pour manifester leur opposition au plan de réorganisation de leurs services. © Frédéric Lonjon

Les syndicats d'agents des Finances publiques ont saisi la visite du ministre Gérald Darmanin pour manifester leur colère, ce lundi 9 septembre, à Nevers, contre le plan de réorganisation de leurs services.

Les directeurs de services des Finances publiques de toute la France ont pu entendre en boucle le tube de Trust, *Antisocial*, lundi 9 septembre, au centre de formation de l'école nationale des

Finances publiques (ENFIP), rue de Gonzague, à Nevers.

Une cinquantaine d'agents appartenant aux syndicats CGT, CFDT et Solidaires des Finances publiques, de la Nièvre et des départements limitrophes, s'étaient donné rendez-vous dès le matin, pour attendre de pied ferme le ministre de l'Action et des comptes publics, Gérard Darmanin, et dénoncer la réorganisation des services prévue dans le cadre du programme Action publique 2022.

Ils n'ont pas pu approcher le ministre

Venu en train, le ministre est arrivé à l'ENFIP vers 16 h, après un détour par la mairie de Nevers où il a rencontré le maire, Denis Thuriot. Un entretien au cours duquel ce dernier s'est positionné pour que Nevers accueille [un des services d'administration que l'Etat compte délocaliser en province](#).

[Restructuration des Finances publiques: les syndicats dénoncent "un recul inédit et brutal"](#)

La poignée d'irréductibles, qui a attendu devant l'ENFIP jusqu'à 17h30, n'a pas pu approcher le ministre, qui est remonté en voiture pour repartir sur Paris par le train de 18 h.

Fermeture des onze trésoreries

Les syndicats attendent désormais une consultation en octobre sur ce projet de réorganisation, dont ils ne veulent pas. Dans la Nièvre, le plan prévoit un déploiement de points de contact avec les services des impôts, mais la disparition des trésoreries telles qu'elles exercent leurs missions aujourd'hui. Les syndicats s'opposent donc à « la fermeture programmée des onze trésoreries existantes (Clamecy, La Charité, Corbigny, Cosne, Château-Chinon, Saint-Saulge, Saint-Pierre-le-Moûtier, Decize, Luzy, Moulins-Engilbert et Nevers), de deux services des impôts des particuliers sur quatre (Cosne et Clamecy) et de deux services des impôts des entreprises sur trois (Cosne et Clamecy) ».

[Des services fiscaux pour remplacer les trésoreries](#)

Selon Christine Raguillat (CGT), cette réorganisation pourrait entraîner 92 suppressions de postes (sur 292) dans la Nièvre, avec pour autre conséquence une dégradation du service à l'utilisateur, résumée en une phrase : « Démerdez-vous sur internet ».

Les gens viennent nous voir, ils ont besoin d'être aidés. Il y a des gens isolés qui ne savent pas se servir d'internet.

Pour les agents en colère, « cette obligation d'internet est une atteinte à la démocratie. Les gens viennent nous voir, ils ont besoin d'être aidés. Il y a des gens isolés qui ne savent pas se servir d'internet. » Contrairement à [la garantie du ministre](#), ils ne croient pas à la présence d'agents dans les futures Maisons France Service. Et ils redoutent la politique du "zéro cash", qui enverra chez le ruraliste les usagers sans carte ni chéquier, pour « une confidentialité zéro ».

« La fraude fiscale, c'est des milliards, et on n'est plus assez pour la combattre. »

Frédéric Guillaume (Solidaires)

Autre souci, la réduction d'effectif ne permettrait plus de lutter efficacement contre la fraude fiscale. « Aujourd'hui, on rembourse des crédits d'impôts sans contrôle. La fraude fiscale, c'est des milliards, et on n'est plus assez pour la combattre » déplore Frédéric Guillaume (Solidaires).

Alain Gavrilloff